

BIOGRAPHIES

ACTEURS ET INSTITUTIONS

Les notes biographiques suivantes sont classées par ordre alphabétique. Elles retracent le parcours professionnel, l'action et l'identité des principaux protagonistes rencontrés dans l'étude : les acteurs qui ont accordé un entretien à l'auteur comme ceux qui ne pouvaient pas apporter leur témoignage. Pour la plupart, ces notes biographiques trouvent dans le corps du texte les éléments d'une analyse directement articulée avec le sujet traité. C'est pourquoi, ici, avec une tonalité à chaque fois spécifique, elles veulent conserver un caractère strictement informatif.

ARMAND (GEORGES) :

Né en 1929 à Montpellier, Georges Armand est administrateur civil. Après avoir obtenu une licence en droit dans les facultés de Toulouse et Montpellier, il est élève à l'École nationale du cadastre (1956). Les premières étapes de sa carrière lui valent d'être inspecteur au Service central du cadastre de Paris (1959).

En février 1963, il entre à l'École nationale d'administration (promotion « Stendhal ») puis s'oriente vers le ministère d'État chargé des Affaires culturelles. À la direction de l'Administration générale, il est d'abord chef du bureau du Budget (1965), puis chef de la division des Affaires financières (1968). À la suite de Maurice Ramond, Georges Armand prend ensuite les responsabilités du service de l'Enseignement de l'architecture et des arts plastiques (1970-1971).

En 1971, il poursuit son parcours administratif au Centre national d'études spatiales comme chef de division puis directeur adjoint pour les Affaires économiques et financières (1971-1975). Sollicité à nouveau par la rue de Valois, il revient pendant une année (1975-1976) au secrétariat d'État à la Culture et devient sous-directeur des Affaires financières et de l'Action régionale à la direction de l'Administration générale.

De 1976 à 1992, il rejoint l'Agence spatiale européenne pour diriger le Service de l'audit interne.

ASTIER (HUBERT) :

Président de l'Établissement public du musée et du domaine de Versailles, Hubert Astier est né en 1938 à Marseille. En février 1963, il entre à l'École nationale d'administration (promotion « Stendhal ») pour s'orienter vers le ministère de l'Intérieur. De 1965 à 1966, il entame sa carrière administrative au bureau des Affaires économiques de la direction générale des Collectivités locales. Détaché comme sous-préfet, il dirige ensuite le cabinet du préfet délégué pour le département de l'Essonne (1966-1969). En novembre 1969, il entre comme chargé de mission à la Fondation

nationale des sciences politiques pour animer le cycle supérieur d'aménagement et d'urbanisme.

Conseiller technique au cabinet de Jacques Duhamel, ministre des Affaires culturelles, de novembre 1971 à mars 1973, Hubert Astier compte parmi ses attributions celle de l'enseignement de l'architecture. Il reste au cabinet de Maurice Druon, successeur de Jacques Duhamel, jusqu'en octobre 1973. Après un détour de quelques mois par le ministère de l'Équipement, dans l'équipe du Plan construction animée par Robert Lion, Hubert Astier revient rue de Valois comme conseiller technique au cabinet d'Alain Peyrefitte, ministre de la Culture et de l'Environnement (1974), puis comme chef du cabinet de Michel Guy, secrétaire d'État à la Culture (1975-1976).

À partir de 1977, il devient successivement président de la commission d'Aide à la distribution des films (1977-1979), chef de la division de la Propriété industrielle à la direction des Affaires générales du ministère de la Culture (1983-1985), délégué général de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (1987-1992), et enfin directeur du cabinet de Jacques Toubon, ministre de la Culture et de la Francophonie (1993-1995). Depuis 1992, Hubert Astier est secrétaire national du Rassemblement pour la République (RPR) chargé de la culture.

BACQUET (ALAIN) :

Né en 1931 au Mans, Alain Bacquet est membre du Conseil d'État. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et diplômé d'études supérieures de droit public, il entre à l'École nationale d'administration (major de la promotion « Dix-Huit Juin ») en janvier 1956. Auditeur puis maître des requêtes au Conseil d'État (1963), il devient conseiller juridique de l'Ambassade de France en Algérie (1962-1965). Sollicité en 1967 par la direction de l'Aménagement foncier et de l'Urbanisme (DAFU) du ministère de l'Équipement, il œuvre pour la rédaction du projet de loi d'orientation urbaine et foncière. Par ailleurs membre du comité directeur du club Jean Moulin, Alain Bacquet est nommé chef du service de l'Urbanisme au ministère de l'Équipement (1971).

En novembre 1971, Alain Bacquet succède à Michel Denieul à la tête de la direction de l'Architecture du ministère des Affaires culturelles. Parmi d'autres responsabilités, il a notamment la charge de faire aboutir le projet de la loi sur l'architecture qui sera finalement votée en janvier 1977.

De 1980 à 1986, il est nommé vice-président de la commission nationale des Opérations immobilières et de l'Architecture. En avril 1983, devenu conseiller d'État et président de l'Association des membres et anciens membres du Conseil d'État, Alain Bacquet est appelé pour diriger le cabinet de Robert Badinter, garde des Sceaux, ministre de la Justice (1983-1986). En septembre 1991, il devient président de la Section sociale du Conseil d'État. Depuis mars 1996, il est président de la Cour supérieure d'arbitrage.

BADY (JEAN-PIERRE) :

Né en 1930 à Fribourg (Suisse), Jean-Pierre Bady est magistrat à la Cour des comptes. Ancien élève de l'École normale supérieure, il est agrégé de lettres et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. En 1966, il entre à l'École nationale d'administration (promotion « Turgot ») et rejoint la Cour des comptes pour devenir auditeur (1968) et conseiller référendaire (1975).

Rapporteur de la commission de l'Éducation nationale pour le VI^e Plan (1969) puis rapporteur du Comité français pour l'année internationale du livre (1972),

Jean-Pierre Bady est ensuite nommé conseiller technique au cabinet de Joseph Fontanet, ministre de l'Éducation nationale (1972-1974). À Matignon, il devient chargé de mission au cabinet de Jacques Chirac (1974-1976), puis de Raymond Barre (1976-1977). Parmi ses attributions figure notamment le suivi de la politique de l'architecture menée par la rue de Valois.

Directeur de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites (1977-1982), Jean-Pierre Bady réintègre la Cour des comptes puis devient, en juillet 1986, directeur du Patrimoine au ministère de la Culture et de la Communication (1986-1990). Il est nommé ensuite à la tête de l'École nationale du patrimoine jusqu'en 1999.

BELMONT (JOSEPH) :

Né en 1928 à Grenoble, Joseph Belmont est architecte. Formé à l'École des roches de Verneuil-sur-Avre, il entre ensuite à l'École nationale supérieure des beaux-arts de Paris. Architecte diplômé par le Gouvernement, il devient en 1956 architecte en chef des Bâtiments civils et Palais nationaux, en 1958 architecte en chef des résidences présidentielles et en 1970 architecte conseil du ministère de l'Équipement.

Après une carrière nationale et internationale riche de multiples projets et réalisations, Joseph Belmont est sollicité en 1978 pour animer la nouvelle direction de l'Architecture qui doit prendre place, sous l'autorité de Michel d'Ornano, au sein du ministère de l'Environnement et du Cadre de vie. Au sortir de cette expérience de haut fonctionnaire, il est nommé à la présidence de l'Établissement public d'aménagement de La Défense (1982-1985). Il devient ensuite conservateur du domaine national du parc de Saint-Cloud (1982-1992), président de la Mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques (1988-1994) et président de section au Conseil général des Ponts et Chaussées (1988-1994).

On doit à Joseph Belmont d'avoir guidé et orienté une grande partie de la production architecturale française des années 1980 et 1990. Au cours des deux septennats miterrandiens, son action et son influence pour les grands concours d'architecture publique se sont exercées jusqu'au plus haut de la hiérarchie du pouvoir.

BERNARD (ANTOINE) :

Membre du Conseil d'État, Antoine Bernard est né en 1924 à Chambéry. Il est mort en 1982. Licencié ès lettres et en droit, diplômé de l'École libre des sciences politiques, il entre à l'École nationale d'administration (promotion « Union Française ») en juin 1946. Auditeur au Conseil d'État, il est successivement rapporteur auprès de la commission supérieure de la Codification (1951), rapporteur auprès du Conseil supérieur des transports (1952), commissaire adjoint du Gouvernement auprès de la commission centrale d'Aide sociale (1952) et auprès de l'Assemblée plénière du Conseil d'État (1953). De 1956 à 1957, il est nommé conseiller technique au cabinet de Jacques Bordeneuve, secrétaire d'État aux Arts et Lettres.

Maître des requêtes au Conseil d'État, Antoine Bernard devient en 1961 président de la section administrative de la Cour suprême de Cotonou (Dahomey). En 1965, André Malraux, ministre d'État chargé des Affaires culturelles, fait appel à lui pour diriger son cabinet rue de Valois. Pendant les heures les plus difficiles de la rue de Valois, il guide l'administration du ministère et rédige un rapport interne qui fait encore autorité sur les perspectives souhaitables de *La Mission culturelle de la Collectivité* (1968).

BLOCH-LAINÉ (JEAN-MICHEL) :

Inspecteur général des Finances, Jean-Michel Bloch-Lainé est né en 1936 à Boulogne-Billancourt. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, il intègre les rangs de l'École nationale d'administration (promotion « Saint-Just ») en février 1961 et devient inspecteur des Finances. Après un bref passage (1966-1967) au cabinet de Michel Debré, ministre de l'Économie et des Finances, il rejoint la direction du Trésor comme chargé de mission (1967-1970). En novembre 1970, il quitte provisoirement la rue de Rivoli pour assumer les fonctions de directeur adjoint du cabinet de Michel Debré, ministre d'État chargé de la Défense nationale dans le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas. Un an plus tard, de retour dans son administration d'origine, il prend successivement la tête du bureau des Mouvements de fonds (1972-1973) puis de la sous-direction des Affaires multilatérales (1973-1976) à la direction du Trésor.

Jean-Michel Bloch-Lainé arrive au ministère de l'Équipement en avril 1976 comme directeur de la Construction. Au moment de la création du ministère de l'Environnement et du Cadre de vie, en mars 1978, il est nommé délégué à l'Architecture et à la Construction tout en assumant la présidence du Centre scientifique et technique du bâtiment (1979-1981) et de la Mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques (1980-1982).

Dans les deux gouvernements de Pierre Mauroy, Jacques Delors est ministre de l'Économie et des Finances. Jean-Michel Bloch-Lainé entre d'abord comme chargé de mission dans son cabinet puis, en août 1982, prend la tête de la direction générale des Impôts. Deux ans plus tard, en service détaché, il assume la présidence de la banque Worms (1984-1992) tout en restant proche du milieu de la construction et de l'habitat. Il préside ainsi de multiples instances telles que la commission de Réflexion sur les aides publiques au logement, la commission « Vie quotidienne et Cadre de vie » du X^e Plan, l'Agence qualité-construction ou encore l'Association de gestion de la grande halle de la Villette.

BOYON (MICHEL) :

Conseiller d'État, Michel Boyon est né en 1946 à Paris. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, il entre en janvier 1968 à l'École nationale d'administration (promotion « Robespierre »). Auditeur au Conseil d'État, il est d'abord mis à la disposition du ministère de la Santé publique et de la Sécurité sociale (1970-1971). Secrétaire général de l'Association des membres et anciens membres du Conseil d'État, il devient ensuite secrétaire de la commission chargée de proposer un code des libertés fondamentales de l'individu.

En février 1976, Michel Boyon entre comme conseiller technique au cabinet de Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche (1976-1977) puis ministre de la Culture et de l'Environnement (1977-1978). Lors de la création du ministère de l'Environnement et du Cadre de vie, en mars 1978, il suit à nouveau l'équipe de Michel d'Ornano pour mettre en place la nouvelle structure ministérielle.

Au début des années quatre-vingt, après l'arrivée de la gauche au pouvoir, Michel Boyon réintègre le Conseil d'État et devient, de 1983 à 1986, président de l'Association des membres et anciens membres du Conseil d'État. En mars 1986, lors de la première cohabitation, il est nommé directeur du cabinet de François Léotard, ministre de la Culture et de la Communication (1986-1988). Devenu conseiller d'État (1989) et délégué national du Parti républicain (PR) chargé de la culture et de la

communication (1990), il est nommé, au début de la seconde cohabitation, président-directeur général de la Société nationale de radiodiffusion Radio-France (1995-1998).

CHALANDON (ALBIN) :

Administrateur de sociétés et homme politique, Albin Chalandon est né en 1920 dans l'Ain. Après des études au lycée Condorcet et à la Faculté des lettres de Paris, il entre dans les réseaux de la Résistance et entame une carrière à l'Inspection des Finances. Au lendemain de la Libération, il entre au cabinet de Léon Blum, président du Gouvernement provisoire. Au ministère des Finances, il est chargé de mission au cabinet de René Mayer (1947-1948). Au sein du Rassemblement pour le peuple français (RPF), il est délégué général adjoint à l'action ouvrière et professionnelle (1948). À la Banque commerciale de Paris, il est successivement administrateur-directeur général (1952) puis président-directeur général (1964-1968). Il est par ailleurs président-directeur général de la Société d'études, de réalisations et de documentation immobilière (Serdì) de 1964 à 1968.

Trésorier puis secrétaire général de l'Union pour la nouvelle République (UNR), Albin Chalandon est élu député des Hauts-de-Seine. Il devient ministre de l'Industrie dans le dernier gouvernement de Georges Pompidou. Il est ensuite nommé ministre de l'Équipement dans le gouvernement de Maurice Couve de Murville (1968-1969) et conserve son portefeuille dans le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas (1969-1972).

Président de l'Entreprise de recherches et d'actions pétrolières (Erap) de 1977 à 1980, il est aussi président d'Elf Aquitaine de 1977 à 1983. Lors de la première cohabitation, Jacques Chirac lui confie le portefeuille de garde des Sceaux, ministre de la Justice.

CHASSEL (FRANCIS) :

Administrateur civil hors classe et inspecteur général de l'Architecture et du Patrimoine, Francis Chassel est né en 1944 à Rosny-sous-Bois. Après sa scolarité à l'Institut d'études politiques de Paris, il intègre les rangs de l'École nationale d'administration (promotion « Robespierre ») en janvier 1968. D'abord affecté au ministère de l'Équipement et du Logement, il est rapidement mis à disposition du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Population (1970-1972).

En janvier 1972, il rejoint l'équipe de Robert Lion et Raymond Sajus au secrétariat permanent du Plan construction, structure interministérielle rattachée à la direction de la Construction du ministère de l'Équipement. Deux ans plus tard, en janvier 1974, il effectue sa mobilité et entre à la direction de l'Architecture du ministère des Affaires culturelles. Il y est chargé du bureau de la Recherche et de l'Innovation en architecture. Dans la nouvelle direction de l'Architecture créée au ministère de l'Environnement et du Cadre de vie et placée sous l'autorité de Joseph Belmont, en 1978, Francis Chassel assume les responsabilités des principales attributions transférées depuis la rue de Valois : la sous-direction de l'Enseignement et de la Recherche. De mai 1982 à août 1985, au ministère de l'Équipement, il en devient le sous-directeur en titre et oriente de manière significative les relations entre enseignement de l'architecture et recherche architecturale.

Pendant plus d'une décennie (1985-1998), il est chef du service départemental de l'Architecture (SDA) de Paris et, à partir de 1993, adjoint au directeur régional de l'Architecture et de l'Environnement (DRAE) d'Île-de-France. En 1998, il rejoint

l'administration centrale de la direction de l'Architecture, à nouveau transférée au ministère de la Culture et de la Communication.

CLERMONT-TONNERRE (ANTOINE DE) :

Né en 1941 à Lyon, Antoine de Clermont-Tonnerre suit des études au lycée Henri-IV, dans les facultés de droit et de lettres et à l'Institut d'études politiques de Paris. Élève de l'École nationale d'administration (promotion « Marcel Proust »), il devient administrateur civil à la direction générale de la Politique industrielle au ministère de l'Industrie (1967). Deux ans plus tard, il fait un bref passage à la délégation à l'Aménagement du territoire et à l'Action régionale (DATAR) comme chargé de mission.

En 1969, il entre au cabinet de Jacques Duhamel, ministre de l'Agriculture puis, à partir de 1971, ministre des Affaires culturelles. Antoine de Clermont-Tonnerre y assume les fonctions successives de chargé de mission puis de conseiller technique. Il poursuit ensuite sa carrière au cabinet du Premier ministre Pierre Messmer (1972-1974), au sein duquel il est notamment chargé des questions relatives aux Affaires culturelles et à l'Environnement. À Matignon, de 1976 à 1981, il est conseiller technique puis conseiller auprès du Premier ministre Raymond Barre.

Président de la Société française de production (SFP) de 1979 à 1981, il devient président du Groupe intersyndical de la communication (1983-1986) et de la commission d'Aide à la création dramatique (1982-1986). Depuis 1992, Antoine de Clermont-Tonnerre est président-directeur général de Mact Productions. Depuis 1995, il est également vice-président de la Chambre syndicale des producteurs de films.

CONTENAY (FLORENCE) :

Administrateur civil, Florence Contenay est née en 1940 à Paris. Titulaire d'une Licence ès lettres et en droit, elle est diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris. En février 1963, elle entre à l'École nationale d'administration (promotion « Stendhal ») et rejoint l'administration du ministère d'État chargée des Affaires culturelles. Elle y est nommée chef du bureau de l'Enseignement des beaux-arts et de l'architecture à la direction générale des Arts et des Lettres (1965-1970).

Au titre de sa mobilité, elle poursuit sa carrière au commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité comme chargée de mission (1970-1972), puis revient rue de Valois comme chef du bureau des Maisons de la culture à la direction des Théâtres (1972-1973). À la direction de l'Architecture, elle prend ensuite la tête de la division de la Création architecturale jusqu'en mars 1978, date à laquelle les attributions relatives à la politique de l'architecture contemporaine sont transférées au ministère de l'Environnement et du Cadre de vie. Elle est alors nommée sous-directrice de la Promotion de l'architecture à la direction de l'Architecture (1978-1980).

Chargée de mission à la direction des Études et de la Recherche du ministère de l'Environnement et du Cadre de vie (1980-1981), Florence Contenay se voit ensuite confier une étude de faisabilité sur l'Institut français d'architecture (1981-1982). Elle en est nommée directrice de 1982 à 1988. Au ministère de l'Équipement, elle reprend pour un an les responsabilités de la sous-direction des Enseignements et des Professions à la direction de l'Architecture et de l'Urbanisme, puis elle est nommée conseiller technique aux cabinets de Michel Delebarre (1989-1991) et Louis Besson (1991), ministres de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer. Depuis 1996, elle est inspecteur général de l'Équipement affectée à la 5^e section du Conseil général des Ponts et Chaussées. Depuis 1997, elle est également chargée de mission auprès

du directeur de l'Architecture et du Patrimoine au ministère de la Culture et de la Communication.

CORNUAU (CLAUDE) :

Magistrat à la Cour des comptes, Claude Cornuau est né en 1937 à Paris. Licencié en philosophie et en psychologie, il est également diplômé d'études supérieures de psychologie sociale. Après avoir été professeur d'enseignement secondaire au Liban, il devient chargé d'études puis directeur d'études au Centre de sociologie urbaine à Paris (1963-1966). Au sein du ministère de l'Équipement, il entre au service technique central d'Aménagement et d'Urbanisme (STCAU) comme ingénieur de recherche (1967-1968).

Lorsque Jacques Chaban-Delmas est nommé Premier ministre, Claude Cornuau est nommé chargé de mission à son cabinet (1969-1972). À la suite d'un passage à Électricité de France, il retourne au ministère de l'Équipement pour travailler aux côtés de Pierre Mayet, à la direction de l'Aménagement foncier et de l'Urbanisme (1974-1975). Tandis que lui sont confiées les responsabilités du Fonds d'aménagement urbain (FAU), le secrétariat d'État à la Culture et la présidence de la République font appel à ses compétences pour mener une réflexion sur la qualité des constructions publiques. Le rapport qu'il remet au Premier ministre donne lieu en 1977 à la création de la Mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques (MIQCP) rattachée à l'administration de la direction de l'Architecture.

Conseiller référendaire à la Cour des comptes en 1981, il est détaché pour assumer successivement les responsabilités de Satec Développement (1985), de la Sogreah (1985-1986) et de la Société anonyme de gestion des eaux de Paris (1987-1989). Depuis 1994, Claude Cornuau est vice-président de l'Adetef et adjoint au chef de la division de Coopération internationale économique et financière de l'Inspection générale des Finances.

DELOUVRIER (PAUL) :

Inspecteur général des Finances, Paul Delouvrier est né en 1914 dans les Vosges. Il est mort en 1995. Licencié en droit, diplômé d'études supérieures de droit privé, de droit public et d'économie politique, diplômé de l'École libre des sciences politiques, il devient inspecteur des Finances en 1941 et s'implique activement dans les réseaux de la Résistance. Directeur du cabinet de René Pleven, ministre des Finances (1944), chef de la division financière du commissariat général du Plan (1946-1947), directeur du cabinet de René Mayer, ministre des Finances et des Affaires économiques (1947-1948), il est nommé directeur général adjoint des Impôts de 1948 à 1953. Paul Delouvrier poursuit sa carrière aux côtés de René Mayer, d'abord vice-président du Conseil et ministre des Finances et des Affaires économiques, puis président du Conseil (1953).

De 1958 à 1960, il est nommé délégué général du Gouvernement en Algérie ; de 1961 à 1969, délégué général au District de la région de Paris puis préfet de la Région parisienne (1966-1969). La mise en œuvre des villes nouvelles forme la part la plus visible de son action pour l'aménagement de la Région parisienne.

Membre du Conseil du développement culturel (1971-1973), Paul Delouvrier assume parallèlement la présidence du conseil d'administration d'Électricité de France (1969-1979) et la présidence du comité directeur du Plan construction, structure interministérielle rattachée à la direction de la Construction du ministère de l'Équipement (1971-1982).

DENIEUL (MICHEL) :

Préfet honoraire, Michel Denieul est né en 1926 à Rennes. Après des études à l'École des chartes, il devient archiviste paléographe et entre à l'École nationale d'administration (promotion « Albert Thomas ») en janvier 1953. Successivement, il est nommé chef du cabinet du préfet délégué à Tizi-Ouzou en Algérie (1955-1956), du préfet du Morbihan (1956-1957) et du préfet des Basses-Pyrénées (1957-1960). Devenu sous-préfet, il continue sa carrière sous l'autorité du préfet Haas-Picard, d'abord à la préfecture des Bouches-du-Rhône (1960-1963) puis à celle de la Seine (1963-1966).

Michel Denieul entre ensuite au cabinet de Roger Frey, ministre de l'Intérieur (chef de cabinet de 1966 à 1967) puis ministre d'État chargé des relations avec le Parlement (conseiller technique de 1967 à 1968). Le 30 octobre 1968, il est appelé à succéder à Max Querrien à la tête de la direction de l'Architecture au ministère d'État chargé des Affaires culturelles.

Trois ans plus tard, en octobre 1971, Georges Pompidou lui confie la préfecture du Lot. Successivement ministre chargé des réformes administratives et ministre de la Culture et de l'Environnement, Alain Peyrefitte lui demande de diriger son cabinet (1973-1974). Puis c'est René Haby, ministre de l'Éducation, qui lui confie la direction de son cabinet (1974-1977). Enfin, Michel Denieul est nommé préfet de la région Franche-Comté, préfet du Doubs (1977-1980). Président de la Société des autoroutes du Sud de la France (1986-1991), il devient conservateur du domaine de Chamarande dans l'Essonne (1993-1996).

DOLLFUS (FRANCIS) :

Membre du corps préfectoral, Francis Dollfus est né en octobre 1940 au Maroc. Il est mort en 1982. Après l'École navale, l'Institut d'études politiques de Paris et la faculté de droit, il entre à l'École nationale d'administration en 1966. Il en ressort deux ans plus tard comme sous-préfet et dirige successivement le cabinet du préfet du Cher et celui du préfet de Corse. De 1973 à 1975, on lui confie la sous-préfecture de Bellay. Il est ensuite nommé comme chargé de mission au commissariat général du Plan.

Lorsque Raymond Barre est nommé à la tête du Gouvernement, en août 1976, Francis Dollfus est appelé pour assumer les fonctions de chargé de mission à son cabinet. En mars 1980, à l'initiative de la présidence de la République, on lui confie la direction d'une nouvelle institution à créer : l'Institut français d'architecture.

DOMERG (HENRI) :

Né à Toulouse en 1922, Henri Domerg est inspecteur général honoraire de l'Éducation nationale. Agrégé ès lettres, il est d'abord professeur à Metz (1946), puis à Vanves (1951). Chargé de mission au cabinet des ministres de l'Éducation nationale Jean Berthoin (1958-1959) et André Boulloche (1959), il devient ensuite chargé de mission au cabinet de Georges Pompidou Premier ministre, son beau-frère (1962). Inspecteur de l'Académie de Paris, il reste au cabinet du Premier ministre jusqu'au départ de celui-ci, en juillet 1968.

Devenu inspecteur de l'Instruction publique, il entre comme chargé de mission (1969) puis conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République (1970-1974). Parmi ses attributions figurent notamment celles de la construction du Centre Georges Pompidou et de la politique de l'enseignement de l'architecture.

Chargé de mission à l'Office français des technologies modernes d'éducation,

devenu Centre national de documentation pédagogique (1974), il est enfin nommé inspecteur général de l'Éducation nationale chargé de mission au Centre national d'enseignement par correspondance (1980).

DRUON (MAURICE) :

Né en avril 1918 à Paris, Maurice Druon est écrivain. Élève à l'École libre des sciences politiques et à l'École de cavalerie de Saumur (1940), il participe aux émissions « Honneur et Patrie » de la BBC à Londres (1942) puis devient correspondant de guerre (1944-1945). Romancier, essayiste et auteur dramatique, il entre à l'Académie française en 1966.

Dans le second gouvernement de Pierre Messmer, Georges Pompidou le nomme ministre des Affaires culturelles (1973-1974). Il est successivement expert au Conseil national de l'UDR (1975) et membre du comité central du RPR (1977-1982). Élu député européen en juin 1979, aux côtés de Jacques Chirac, Maurice Druon reste membre du conseil politique du RPR jusqu'en 1982.

De novembre 1985 à octobre 1999, il est secrétaire perpétuel de l'Académie française.

DUHAMEL (JACQUES) :

Membre du Conseil d'État et homme politique, Jacques Duhamel est né à Paris en 1924. Il est mort en juillet 1977. Licencié en droit, diplômé de sociologie et diplômé de l'École libre des sciences politiques, il entre à l'École nationale d'administration (première promotion « France Combattante ») en mars 1946. Auditeur au Conseil d'État (1947), il se met au service d'Edgar Faure et devient conseiller technique dans ses cabinets ministériels successifs, d'abord au secrétariat d'État aux Finances (1959), puis au secrétariat au Budget (1950), et enfin au ministère de la Justice (1950). Edgar Faure devenu président du Conseil, Jacques Duhamel est nommé directeur adjoint de son cabinet (1951). Quatre ans plus tard, toujours à Matignon, Edgar Faure est à nouveau président du Conseil et Jacques Duhamel devient son directeur de cabinet (1955-1956).

Élu et réélu député du Jura à partir de 1962, Jacques Duhamel est également élu et réélu maire de Dole à partir de 1968. En 1969, il devient président du mouvement Centre, Démocratie et Progrès (CDP) tandis que Jacques Chaban-Delmas lui confie d'abord le portefeuille de l'Agriculture (1969-1971), puis celui des Affaires culturelles (1971-1972). Dans le premier gouvernement de Pierre Messmer, il conserve les attributions de la rue de Valois, jusqu'en avril 1973. L'action de Jacques Duhamel aux Affaires culturelles marque le tournant d'un ministère qui, au sein des structures gouvernementales, possède désormais une identité politique affirmée, une légitimité administrative renforcée et une autorité gestionnaire qu'on ne lui avait jamais reconnue auparavant.

FOURCADE (JEAN-PIERRE) :

Inspecteur des Finances et homme politique, Jean-Pierre Fourcade est né en 1929 dans le Lot-et-Garonne. Diplômé d'études supérieures de droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, il entre en janvier 1952 à l'École nationale d'administration (promotion « Félix Eboué »). En janvier 1959, il devient chargé de mission dans le cabinet de Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'État aux Finances dans le gouvernement de Michel Debré. Il est nommé conseiller technique (1962) puis directeur adjoint (1964-1966) du cabinet du même Valéry Giscard d'Estaing, devenu ministre des Finances et des Affaires économiques.

Jean-Pierre Fourcade continue sa carrière dans le secteur bancaire, au Crédit industriel et commercial où il est successivement directeur général du Commerce intérieur et des Prix (1968-1970), directeur général adjoint (1970) puis directeur général (1972-1974). Il est également président-directeur général de la Société d'épargne mobilière (1972-1974).

Dans le gouvernement de Jacques Chirac, il est nommé en 1974 ministre de l'Économie et des Finances. Dans celui de Raymond Barre, il est nommé en 1976 ministre de l'Équipement. Élu sénateur (RI) des Hauts-de-Seine en 1977, il quitte le Gouvernement. Membre du bureau politique du Parti républicain (PR), il devient en 1978 vice-président de l'Union pour la Démocratie française (UDF). Maire de Saint-Cloud depuis 1971 et conseiller général depuis 1973, il est élu président du Comité des finances locales en 1980. Vice-président (1982-1986) puis premier vice-président (1986-1995) du conseil régional d'Île-de-France, il est élu maire de Boulogne-Billancourt en 1995.

GIROUD (FRANÇOISE) :

Journaliste, écrivain et femme politique, Françoise Giroud est née en 1916 à Genève. Sa carrière débute dans le cinéma, notamment avec Marc Allégret et Jean Renoir. Directrice de la rédaction de *Elle* (1945-1953), elle est co-fondatrice avec Jean-Jacques Servan-Schreiber de l'hebdomadaire *L'Express* (1953) dont elle devient directrice de la rédaction puis directrice de la publication (1971-1974). Elle est également membre du directoire et membre du Conseil de surveillance du Groupe Express (1970-1974).

Dans le gouvernement de Jacques Chirac, elle est nommée secrétaire d'État à la Condition féminine (1974-1976). Dans le premier gouvernement de Raymond Barre, elle est nommée secrétaire d'État à la Culture (1976-1977). On doit à son expérience ministérielle et à son analyse de la vie politique, la publication en 1977 de l'ouvrage *La comédie du pouvoir*.

Présidente d'honneur de l'Action internationale contre la faim (1988), Françoise Giroud est éditorialiste au *Nouvel Observateur* (depuis 1983), présidente de la commission des Avances sur recettes du cinéma (1989-1991), critique littéraire au *Journal du Dimanche* (1990-1994) et au *Figaro* (depuis 1994).

GIVAUDAN (ANTOINE) :

Né en 1936 dans le Var, Antoine Givaudan entame ses études supérieures à la faculté d'Aix-en-Provence. Titulaire d'une licence en droit, il entre à l'École nationale d'administration (promotion « Stendhal ») en 1963. Au moment de la fusion des ministères de la Construction et des Travaux publics, en 1966, il est l'un des rares énarques à vivre l'avènement du tout nouveau ministère de l'Équipement. Administrateur civil, il participe à la préparation de la loi d'orientation foncière (votée en 1967) et à la rédaction de ses textes d'application. En 1969, il intègre les rangs de la préfecture de la Région parisienne pour assumer la préparation du VI^e Plan (1971-1975). De retour dans son administration d'origine, en 1972, il devient chef du service de l'Urbanisme puis adjoint au directeur de l'Aménagement foncier et de l'Urbanisme (DAFU). Lorsque, en 1978, est décidée la création du ministère de l'Environnement et du Cadre de vie, sous l'autorité de Michel d'Ornano, Antoine Givaudan est encore responsable de la politique d'urbanisme, de l'élaboration des SDAU, des POS et de la politique foncière des collectivités locales.

Après avoir été pendant sept ans (de 1980 à 1987) directeur départemental de l'Équipement dans les Yvelines, il est affecté au Conseil général des Ponts et Chaussées

et nommé inspecteur général de l'Équipement. Il se dirige ensuite vers le secteur privé et devient successivement directeur pour le développement de la société Auchan (1988-1990), puis directeur régional pour la Côte d'Azur de la SARI.

En mai 1996, Antoine Givaudan est nommé conseiller technique chargé des transports au cabinet du ministre de l'Équipement, du Logement et des Transports. On lui doit notamment la publication d'un petit ouvrage, *Le petit manuel du bureaucrate aménageur*, paru en 1983 aux éditions PUF / Revue politique et parlementaire.

GUICHARD (OLIVIER) :

Né en 1920 en Gironde, Olivier Guichard est licencié en lettres et en droit et diplômé de l'École libre des sciences politiques. Entre 1947 et 1951, sa carrière politique débute en tant que chargé de mission au Rassemblement pour le peuple français (RPF). D'abord chef de cabinet du général de Gaulle (1951-1958), puis directeur adjoint du cabinet du président du Conseil (1958), il est enfin nommé conseiller technique à la présidence de la République (1959-1960). Chargé de mission auprès de Georges Pompidou Premier ministre (1962-1967), Olivier Guichard est également le premier responsable de la délégation à l'Aménagement du territoire et à l'Action régionale (DATAR). Il engage ainsi, de 1963 à 1967, de nombreuses initiatives gouvernementales en matière de planification spatiale et de décentralisation.

Maire de Néac en Gironde et député de Loire-Atlantique, il est successivement nommé ministre de l'Industrie dans le quatrième gouvernement de Georges Pompidou, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire dans le gouvernement de Maurice Couve de Murville et ministre de l'Éducation nationale dans le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas. Élu maire de La Baule en 1971, il devient ministre puis ministre d'État chargé de l'Aménagement du territoire, de l'Équipement et des Transports dans les gouvernements successifs de Pierre Messmer (1972-1974).

Élu et réélu député de Loire-Atlantique, Olivier Guichard devient également président RPR du conseil régional des Pays de Loire en 1974. Enfin, c'est le portefeuille de ministre d'État, garde des Sceaux, ministre de la Justice que lui confie Raymond Barre en 1976.

GUY (MICHEL) :

Né en 1927 à Paris, Michel Guy est horticulteur de formation. De 1950 à 1970, il est directeur général de l'entreprise familiale, les sociétés Guy-Charon. En 1964, il devient conseiller artistique du Festival international de danse de Paris (1964-1971). En 1972, il fonde le Festival d'automne à Paris dont il est directeur général jusqu'en 1974.

Dans le gouvernement de Jacques Chirac, Valéry Giscard d'Estaing lui confie les responsabilités du secrétariat d'État à la Culture (1974-1976). En février 1977, il reprend ses fonctions de directeur général du Festival d'automne de Paris et devient, en 1980, président du conseil d'administration de la Cinémathèque française. Vice-président délégué du Festival d'Avignon (1983), Michel Guy assume à partir de 1987 la vice-présidence de la Société européenne de programmes de télévision (SEPT).

HOULET (JACQUES) :

Inspecteur général des Monuments historiques, Jacques Houlet est né en 1917 en Dordogne. Il est mort en 1999 à Paris. Licencié ès lettres et diplômé d'études supérieures de philosophie, il entame une carrière d'administrateur civil comme

conservateur régional des Bâtiments de France, d'abord pour l'Aquitaine (1950-1955) et ensuite pour la Région parisienne (1955-1963).

Lorsque Max Querrien est nommé à la tête de la direction de l'Architecture au ministère d'État chargé des Affaires culturelles, il confie à Jacques Houlet la direction de la Caisse nationale des Monuments historiques (1963-1966). De retour à l'administration centrale de la rue de Valois, il devient sous-directeur des Sites et Espaces protégés au sein de la direction de l'Architecture (1971-1975).

En 1975, il intègre le corps prestigieux de l'Inspection générale des monuments historiques et devient, jusqu'en 1985, inspecteur chargé des Sites et Paysages au sein même du Conseil général des Ponts et Chaussées du ministère de l'Équipement. De 1983 à 1986, on lui confie également la direction du Centre d'études supérieures d'histoire et de conservation des monuments anciens. À partir de 1987, il est appelé pour devenir conseiller auprès de Michel Denieul, président de la Société des autoroutes du Sud de la France.

JENGER (JEAN) :

Administrateur civil, Jean Jenger est né à Nice en 1930. Après des études au lycée Voltaire à Paris, au lycée Masséna à Nice et à la Faculté de droit d'Aix-en-Provence, il devient attaché de préfecture à Châlons-sur-Marne (1955-1961). Il entre à l'École nationale d'administration (promotion « Blaise Pascal ») en février 1962, puis intègre l'administration du ministère d'État chargé des Affaires culturelles comme chef du bureau des Enseignements artistiques. Au sein de la délégation générale des Arts et des Lettres, il a notamment en charge la réforme de l'enseignement de l'architecture, domaine d'action néanmoins placé sous l'autorité de Max Querrien, directeur de l'Architecture.

De 1966 à 1969, Jean Jenger intègre complètement la direction de l'Architecture et assume les responsabilités de la nouvelle division de la Création architecturale. Après un passage d'un an à la Caisse nationale des monuments historiques et des sites comme directeur adjoint, il revient à l'administration centrale pour devenir chargé de la sous-direction (1972) puis sous-directeur de la Création architecturale et des Constructions publiques (1973-1978).

Lors du transfert des attributions de l'Architecture vers le ministère de l'Environnement et du Cadre de vie, Jean Jenger ne suit pas le mouvement de son administration. Il est nommé directeur de l'Établissement public du musée d'Orsay (1978-1987) puis directeur de La Documentation française (1987-1995). Président de la Fondation Le Corbusier pendant plusieurs années, il est également membre associé de l'Académie d'architecture. Depuis 1996, il est chargé de mission pour la conservation des Domaines de Chamaranthes.

LACHENAUD (JEAN-PHILIPPE) :

Conseiller maître honoraire à la Cour des comptes, avocat au Barreau de Paris, sénateur et conseiller général du Val-d'Oise, Jean-Philippe Lachenaud est né en 1939 dans la Vienne. Licencié en droit public et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, il entre à l'École nationale d'administration (promotion « Montesquieu ») en février 1964 et devient auditeur à la Cour des comptes. Secrétaire général de l'Établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise de 1970 à 1975, il est nommé ensuite à la direction de la Mission de l'environnement rural et urbain (MERU) au ministère de la Qualité de la vie.

Élu maire (PR) de Pontoise en mars 1977, Jean-Philippe Lachenaud est nommé directeur de l'Architecture au secrétariat d'État à la Culture en juin suivant. Lorsque

les attributions de la direction de l'Architecture sont transférées vers le ministère de l'Environnement et du Cadre de vie, il quitte la rue de Valois pour assumer la présidence de l'Établissement public du musée d'Orsay.

En mars 1982, Jean-Philippe Lachenaud est président de la commission « Architecture et Urbanisme » de la Fédération nationale des clubs « Perspectives et Réalités ». Élu et réélu conseiller général du Val-d'Oise à partir de mars 1982, élu et réélu député du Val-d'Oise à partir de mars 1986, il devient aussi vice-président du conseil régional d'Île-de-France (1992-1995). Depuis septembre 1995, il est sénateur (UDF) du Val-d'Oise et secrétaire national du Parti républicain (PR) chargé de la fonction publique.

LAMASSOURE (ALAIN) :

Né en 1944 à Pau, Alain Lamassoure est actuellement membre de la Cour des comptes, président du district Bayonne-Anglet-Biarritz et député européen. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, il entre à l'École nationale d'administration (promotion « Turgot ») en janvier 1966. Auditeur à la Cour des comptes, il est nommé comme chargé de mission au Conseil économique et social en 1971.

En 1973, Alain Lamassoure entre au cabinet de Maurice Druon, ministre des Affaires culturelles, comme conseiller technique chargé notamment des questions relatives à l'enseignement de l'architecture. Il poursuit sa carrière au cabinet de Jean-Pierre Fourcade, d'abord au ministère de l'Économie et des Finances (1974-1976), puis au ministère de l'Équipement et de l'Aménagement du territoire (1976-1978). Devenu conseiller référendaire à la Cour des comptes, il succède à Pierre Richard comme conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République (1978-1981).

Délégué général des clubs « Perspectives et réalités » (1984-1986), il est élu en mars 1986 député UDF-PR des Pyrénées-Atlantiques, réélu en juin 1988 et en mars 1993. En juin 1989, Alain Lamassoure est élu député européen (liste UDF-RPR) et devient, au Parlement européen, rapporteur général du budget des communautés puis président de la commission de Contrôle budgétaire. Dans le gouvernement d'Édouard Balladur, de 1993 à 1995, il est nommé ministre délégué aux Affaires européennes auprès du ministre des Affaires étrangères. Dans le gouvernement d'Alain Juppé, de 1995 à 1997, il est nommé ministre délégué au Budget, porte-parole du Gouvernement.

LÉGER (DOMINIQUE) :

Membre du Conseil d'État, Dominique Léger est né en 1942 à Neuilly-sur-Seine. Licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, il entre à l'École nationale d'administration (promotion « Turgot ») en janvier 1966. Auditeur au Conseil d'État, il assure également le secrétariat général de l'Association des membres et anciens membres du Conseil d'État (1971-1974). Successivement, il devient conseiller technique (1973-1974) au cabinet de Michel Jobert, ministre des Affaires étrangères, chargé de mission (1974-1976) au cabinet de Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Économie et des Finances, et directeur du cabinet (1976-1977) de Christiane Scrivener, secrétaire d'État à la Consommation

Rue de Valois, Dominique Léger est nommé directeur du cabinet (1977-1978) de Michel d'Ornano, ministre de la Culture et de l'Environnement. Lors de la création du ministère de l'Environnement et du Cadre de vie, Dominique Léger continue à œuvrer sous l'autorité de Michel d'Ornano, d'abord comme directeur adjoint (1978) puis comme directeur (1978-1981) de son cabinet.

Après avoir réintégré le Conseil d'État pendant deux ans, il assume la présidence du conseil d'administration de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites (1986-1988). Parallèlement, il est secrétaire général adjoint (1984-1987) puis secrétaire général (1987-1992) de CGEE-Alsthom. Directeur général adjoint de Cégélec (1992-1994), Dominique Léger est nommé directeur général adjoint (1994-1995) puis directeur général délégué (depuis 1995) du Crédit commercial de France. Il est actuellement président-directeur général de la Société financière mobilière.

LICHNEROWICZ (ANDRÉ) :

Professeur au Collège de France, membre de l'Institut, André Lichnerowicz est né en 1915 dans l'Allier. Il est mort en 1998 à Paris. Après des études au lycée Louis-le-Grand, à la faculté des sciences et à l'École normale supérieure de Paris, il devient agrégé de sciences mathématiques et docteur ès sciences. Il est d'abord professeur à la faculté des sciences de Strasbourg (1941), puis à la Faculté des sciences de Paris (1949), et enfin au Collège de France (1952).

Sous la IV^e république et au début de la V^e, André Lichnerowicz est consulté pour les principales orientations gouvernementales en matière de recherche et de technologie. Président de la Société mathématique de France (1955-1956), membre du Conseil de perfectionnement de l'École polytechnique (1956-1966), membre du Comité consultatif de la recherche scientifique et du progrès technique (1959-1963), président du Comité consultatif de la recherche en informatique (1973-1976), il est fréquemment sollicité par les plus hautes autorités de l'État. En 1969, Edmond Michelet, ministre d'État chargé des Affaires culturelles, lui confie la présidence d'une commission ministérielle pour la Recherche architecturale dont les travaux sont à l'origine de la mise en place (en 1972) du milieu de la recherche architecturale en France.

Membre de l'Académie des sciences depuis 1963, André Lichnerowicz est également membre des académies de Rome, Madrid, Bruxelles et de l'Académie pontificale des sciences (1981). Il est élu à la présidence de l'Institut mondial des sciences en 1991.

LION (ROBERT) :

Inspecteur général des Finances honoraire, Robert Lion est né en 1934 à Paris. Licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, il entre à l'École nationale d'administration (promotion « Lazare Carnot ») en 1959. Devenu inspecteur adjoint des Finances, il part en Algérie pour œuvrer au sein de la mission de l'Inspection générale (1961-1962).

Lors de la création du ministère de l'Équipement, en janvier 1966, il est appelé au cabinet d'Edgard Pisani. À la démission de ce dernier, en avril 1967, Robert Lion rejoint la préfecture de la Région parisienne comme conseiller technique du préfet, Paul Delouvrier. Un an plus tard, c'est dans l'administration dirigée par Albin Chalandon, ministre de l'Industrie, qu'il devient chargé de mission à la direction générale de la Politique industrielle (1968-1969).

Dans le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas, Albin Chalandon est nommé ministre de l'Équipement et du Logement. En janvier 1969, Robert Lion rejoint donc le Quai de Passy où il devient chargé de mission et adjoint au directeur de la Construction. Rapidement, il est nommé directeur de la Construction (1969-1974). Il entreprend alors la création du Plan construction, organe interministériel rattaché à la direction de la Construction, au comité directeur duquel Paul Delouvrier est nommé président.

Membre du Conseil économique et social (1974-1979), il est aussi délégué général de l'Union nationale des fédérations d'HLM (1974-1981). Lorsque la gauche arrive au pouvoir, le Premier ministre Pierre Mauroy fait de lui son directeur de cabinet, pendant un an (1981-1982), avant de le nommer à la tête de la Caisse des dépôts et consignations, pour dix ans (1982-1992). Depuis 1994, Robert Lion est président de l'Association Energy 21 et membre du Conseil de la Terre.

MAHEU (JEAN) :

Conseiller maître à la Cour des comptes, Jean Maheu est né en 1931 à Paris. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, il devient élève de l'École nationale d'administration (promotion « Dix-Huit Juin ») en janvier 1956. Auditeur à la Cour des comptes, il est rapporteur spécial du Comité Rueff-Armand sur les obstacles à l'expansion de l'économie française (1959-1960). En février 1962, il est nommé comme chargé de mission au secrétariat général de la présidence de la République puis, en 1967, prend les responsabilités de la direction de la Jeunesse et des Activités socio-éducatives au ministère de la Jeunesse et des Sports (1967-1974).

Rue de Valois, en novembre 1974, Jean Maheu est nommé directeur de la Musique, de l'Art lyrique et de la Danse tout en étant président de l'Orchestre de Paris (1974-1979). Après avoir réintégré la Cour des comptes pendant quatre ans, il accède à la présidence du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou (1983-1989) puis à la présidence de Radio-France (1989-1995).

MALRAUX (ANDRÉ) :

Homme de lettres et homme politique, André Malraux est né à Paris en 1901. Il est mort en novembre 1976. À la suite des nombreux voyages et missions qui participent de sa formation d'intellectuel autodidacte et qui marquent la première période de sa production littéraire, il prend part en 1936 à la guerre civile espagnole comme chef d'escadrille. En septembre 1942, il prend le commandement de la brigade « Alsace-Lorraine » pour combattre l'ennemi dans l'est de la France.

Ministre de l'Information au lendemain de la Libération, André Malraux continue son parcours aux côtés du général de Gaulle. Il devient délégué à la propagande du RPF en 1947, puis ministre délégué à la présidence du Conseil chargé de l'Information en 1958, et enfin ministre d'État chargé des Affaires culturelles à partir de juillet 1959. Parmi d'autres politiques sectorielles, les attributions de la direction de l'Architecture viennent renforcer le ministère qui se constitue, rue de Valois, sous son autorité.

Pendant une décennie, l'action d'André Malraux marque l'identité des politiques culturelles de l'État. La restauration massive des monuments historiques, la politique généralisée des secteurs sauvegardés dans les centres anciens et la suppression radicale du système académique de l'enseignement des Beaux-Arts sont les principales réalisations de son ministère en matière de protection et d'aménagement du cadre de vie.

MAYET (PIERRE) :

Né en 1934 dans le Puy-de-Dôme, Pierre Mayet suit d'abord la formation des ingénieurs des travaux publics de l'État. Il entre ensuite à l'École nationale des ponts et chaussées de Paris (1962) puis, nommé ingénieur des Ponts et Chaussées, il retourne dans son département natal pour œuvrer au sein du service ordinaire des Ponts et Chaussées. En 1966, lors de la création du ministère de l'Équipement, s'opère aussi la fusion des services déconcentrés des deux ministères. Au niveau de son départe-

ment, Pierre Mayet prend la tête de cette opération et devient chef du Groupe d'études et de programmation (GEP), point névralgique de la nouvelle direction départementale de l'Équipement du Puy-de-Dôme.

En avril 1969, il est nommé rapporteur général de la commission des Villes pour la préparation du VIe Plan. Un an plus tard, il entre au cabinet d'Albin Chalandon comme conseiller technique chargé de l'urbanisme et de l'aménagement. À la nomination d'Olivier Guichard à la tête du ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Équipement, du Logement et du Tourisme, Pierre Mayet conserve ses fonctions au cabinet (1972-1974). À la tête de la direction de l'Aménagement foncier et de l'Urbanisme pendant quatre ans (1974-1978), il participe activement à la réforme du ministère de l'Équipement et à la création du ministère de l'Environnement et du Cadre de vie. Sous l'autorité de Michel d'Ornano, il devient ainsi directeur du Personnel (1978-1981).

Les années quatre-vingt lui permettent d'être nommé simultanément délégué interministériel à la Sécurité routière et directeur de la Sécurité et de la Circulation routière. Depuis juillet 1985, Pierre Mayet assume les plus hautes responsabilités administratives du ministère : la vice-présidence du Conseil général des Ponts et Chaussées.

MUSY (JEAN) :

Né en 1938 à Montauban, Jean Musy est universitaire. Il est mort en 1990. Agrégé d'histoire, il est d'abord professeur au lycée Léon-M'ba au Gabon (1964-1965), puis au lycée Pierre-d'Ailly à Compiègne (1965-1967). Pensionnaire de la Fondation Thiers, il devient attaché de recherche au Centre national de la recherche scientifique (1967-1969). À la Sorbonne, il est ensuite recruté comme assistant puis maître-assistant (1969-1973).

Jean Musy oriente sa carrière vers la rue de Valois en devenant conseiller technique dans les cabinets de Maurice Druon, ministre des Affaires culturelles (1973-1974), d'Alain Peyrefitte, ministre de la Culture et de l'Environnement (1974) et de Michel Guy, secrétaire d'État à la Culture (1974-1975). À la faveur d'une réforme structurelle des services de tutelle des établissements d'enseignement du ministère, il est nommé délégué général à la Formation et aux Enseignements (1975-1978). Son action en direction des unités pédagogiques d'architecture est énergique. De la réforme de la formation des architectes, sous son autorité, l'on retient qu'elle a enclenché pour un temps le processus de sélection et de maîtrise de la population des étudiants architectes.

Lors du transfert de la tutelle de l'enseignement de l'architecture et de la recherche architecturale vers le ministère de l'Environnement et du Cadre de vie, Jean Musy quitte l'administration centrale pour prendre la direction de l'École nationale supérieure des beaux-arts (1978-1982). Conseiller technique au cabinet de Jacques Chirac, maire de Paris (1982-1984), il devient ensuite directeur de la Vidéothèque de Paris (1983-1985) puis directeur des Affaires culturelles de la ville de Paris (1985-1990).

NARBONNE (JACQUES) :

Conseiller d'État honoraire, Jacques Narbonne est né en 1918 dans le Loiret. Agrégé de philosophie, il est d'abord professeur à Bordeaux (1944-1948) puis au lycée Jacques Lecour, à Paris (1948-1951). Assistant à la Sorbonne, il est également chargé de cours de psychologie à la faculté des Lettres de Caen (1951-1955). En janvier 1955, poursuivant son parcours de recherche au Centre national de la recherche scientifique (1955-1959), ses prises de positions publiques lui valent d'être remarqué

par le général de Gaulle, qui l'appelle auprès de lui à l'Élysée comme chargé de mission pour les questions d'éducation (1959-1963). En janvier 1963, il est nommé conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République.

Devenu inspecteur général de l'Instruction publique (septembre 1965), Jacques Narbonne est nommé conseiller d'État au tour extérieur (septembre 1967). Il assume successivement la présidence de la Mission d'aménagement de l'île de Porquerolles (à partir de 1970), la présidence de la commission chargée d'apprécier la qualité des émissions de radiodiffusion et de télévision (1976-1981), la présidence du Centre national de documentation pédagogique (1977-1981), la vice-présidence du Conservatoire national supérieur de musique, la présidence de l'Institut français d'architecture (1980-1981) et la présidence de la Chambre nationale de discipline des architectes (à partir de 1982).

ORNANO (MICHEL D') :

Industriel et homme politique, Michel d'Ornano est né en 1924 à Paris. Il est mort en 1991. Conseiller pour le commerce extérieur de la France de 1957 à 1973, il est élu maire de Deauville en 1962. Président du Comité d'expansion de Basse-Normandie (à partir de 1967), élu et réélu député du Calvados (à partir de 1967), président du conseil régional de Basse-Normandie (à partir de 1974), conseiller général (à partir de 1976), il est vice-président de la Fédération nationale des Républicains indépendants depuis 1975.

Après l'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République, Michel d'Ornano est nommé ministre de l'Industrie dans le gouvernement de Jacques Chirac (1974-1976), ministre de l'Industrie et de la Recherche dans le premier gouvernement de Raymond Barre (1976-1977), ministre de la Culture et de l'Environnement dans le second (1977-1978) et ministre de l'Environnement et du Cadre de vie dans le troisième (1978-1981). Battu par Jacques Chirac lors de l'élection du maire de Paris en 1977, il lui revient notamment de donner consistance à ce nouveau ministère et de mettre en œuvre la réforme qui doit faire cohabiter « les aménageurs et les protecteurs ». Sous son impulsion se réalise le transfert des attributions relatives à la politique de l'architecture contemporaine.

Réélu président du conseil général du Calvados en 1979, député du Calvados en 1981 et président du conseil régional de la Basse-Seine en 1983, Michel d'Ornano devient en 1986 président de la commission des Finances, de l'Économie générale et du Plan à l'Assemblée nationale.

PAIRA (RENÉ) :

Préfet honoraire, René Paira est né en 1906 dans le Haut-Rhin. Licencié en droit, il devient sous-préfet de Molsheim en 1933, de Sélestat en 1936. Il est nommé préfet du Haut-Rhin en 1945, du Bas-Rhin en 1947 et des Bouches-du-Rhône en 1951. Pendant quatre ans, de 1953 à 1957, il assume les fonctions de secrétaire général de l'administration du ministère de l'Intérieur, avant de devenir préfet hors classe en disponibilité (1957), puis préfet honoraire (1961).

À la Société anonyme de gestion immobilière (Sagi), René Paira est nommé successivement directeur général (1957), vice-président-directeur général (1961) et enfin président-directeur général (1972-1975). Au sein de la Compagnie française d'investissements immobiliers et de gestion (Cofimeg), il est nommé président-directeur général (1959) puis président (1969-1972). À l'Immobilier-Construction de Paris, il est vice-président depuis 1963. À la Bourse d'échange de logements, il est président du conseil d'administration de 1961 à 1975. Au Comité consultatif écono-

mique et social de la Région de Paris, il est vice-président (1968) puis président (1969-1971). Il est également président du Conseil national de l'eau (1966-1976).

Membre de la commission nationale d'Aménagement du territoire depuis 1963, René Paire préside un des groupes de travail de la commission pour la Vie dans les grands ensembles d'habitation réunie en 1958 par le ministère de la Construction. À la fin de l'année 1968, André Malraux, ministre d'État chargé des Affaires culturelles lui confie la rédaction d'un rapport sur la profession d'architecte qui donnera lieu, en janvier 1977, au vote de la loi sur l'architecture.

PATTYN (CHRISTIAN) :

Né en 1937 dans le Nord, Christian Pattyn est inspecteur général de l'administration des Affaires culturelles. Diplômé d'études supérieures de droit public, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, il entre à l'École nationale d'administration (promotion « Marcel Proust ») en février 1965. Administrateur civil affecté à la direction de l'Architecture du ministère d'État chargé des Affaires culturelles, il est nommé chef du bureau des Études architecturales (1969-1970), puis chef de la division de la Création architecturale (1970-1972).

Au ministère de l'Équipement et du Logement, de 1972 à 1974, Christian Pattyn poursuit sa carrière en assurant la coordination du Groupe de recherches et d'études sur la construction de l'habitat (GRECOH). De retour au secrétariat d'État à la Culture, il prend la tête de la direction régionale des Affaires culturelles (DRAC) de la Région parisienne (1974-1978).

Après le transfert des attributions relatives à la politique de l'architecture contemporaine vers le ministère de l'Environnement et du Cadre de vie, une nouvelle direction, dite du Patrimoine, est créée rue de Valois et confiée à Christian Pattyn (1978-1983). À partir de 1986, ce dernier devient successivement chef de la Mission d'aménagement du musée des Plans-reliefs (1986-1987), chargé du projet de la Fondation européenne pour la ville et l'architecture (1987-1988), haut fonctionnaire chargé des Affaires européennes (1988-1991), et enfin chef du service de l'Inspection générale de l'administration des Affaires culturelles (1991-1998).

PÉBEREAU (GEORGES) :

Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, Georges Pébereau est né en 1931 à Digne. Après des études aux lycées Buffon et Saint-Louis à Paris, il entre à l'École polytechnique et devient ingénieur des Ponts et Chaussées à Nîmes (1955-1956). Il poursuit son parcours à Paris au service ordinaire des Ponts et Chaussées de la Seine, d'abord comme responsable des transports (1957-1959), puis comme responsable de l'arrondissement Est (1959-1964).

Élu président de l'Association des ingénieurs des Ponts et Chaussées et des Mines en 1964, il devient professeur d'aménagement urbain à l'École nationale des ponts et chaussées puis ingénieur en chef délégué du département de la Seine-Saint-Denis. Au moment de la création du ministère de l'Équipement en 1966, il entre comme conseiller technique au cabinet d'Edgard Pisani. Après la démission de ce dernier, Georges Pébereau prend la tête de la direction de l'Aménagement foncier et de l'Urbanisme (1966-1968) et dirige parallèlement les cabinets successifs de François-Xavier Ortoli, Robert Galley et Albin Chalandon, ministres de l'Équipement et du Logement.

Ayant quitté l'administration, il devient directeur, directeur général adjoint, administrateur et finalement directeur général de la Compagnie générale d'électricité (1972). Il est également directeur général de la Compagnie industrielle des télécom-

munications (1969-1970). Parmi de nombreuses autres fonctions, il assume notamment celles de président-directeur général de CIT-Alcatel (1982-1986) et de Marceau investissements (1987).

PISANI (EDGARD) :

Préfet et homme politique, Edgard Pisani est né en 1918 à Tunis. Après des études de lettres à Paris, il devient sous-préfet, chef de cabinet (1944) puis directeur adjoint du cabinet (1945) du préfet de Police de Paris. En 1946, il est nommé successivement directeur du cabinet du ministre de l'Intérieur, préfet de la Haute-Loire puis directeur du cabinet du ministre de la Défense nationale. Préfet de la Haute-Marne de 1947 à 1953, il est élu sénateur du même département en 1954.

Dans les gouvernements de Michel Debré et Georges Pompidou, il est nommé d'abord ministre de l'Agriculture (1961-1966), puis ministre de l'Équipement (1966-1967). Sous son autorité s'opère la création de ce dernier ministère, par fusion de celui de la Construction et de celui des Travaux publics. Edgard Pisani démissionne du Gouvernement en avril 1967.

Conseiller général du Maine-et-Loire de 1964 à 1973, maire de Montreuil-Bellay de 1965 à 1975, sénateur de la Haute-Marne de 1974 à 1981, il devient aussi membre de la commission des Communautés européennes. Délégué du Gouvernement en Nouvelle-Calédonie (1984-1985) puis ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie (1985), il est nommé chargé de mission auprès du président de la République (1986-1992) et président de l'Institut du monde arabe (1988-1995). On lui doit la publication de plusieurs ouvrages politiques parmi lesquels on peut retenir *La Région : pour quoi faire ?* (1969), *Le Général indivis* (1974) ou encore *l'Utopie foncière* (1977).

QUERRIEN (MAX) :

Né en 1921 à Concarneau, Max Querrien est conseiller d'État honoraire. Licencié en droit, diplômé d'études supérieures de droit public et d'économie politique et diplômé de l'École libre des sciences politiques, il entre comme élève à l'École nationale d'administration (première promotion « France Combattante ») en mars 1946. Reçu au concours normal du Conseil d'État, il devient auditeur (1946) puis maître des requêtes (1954). Il est nommé successivement chef du cabinet de Louis Christiaens, secrétaire d'État aux Forces armées (1954-1955), directeur du cabinet de Raymond Triboulet, puis de Bernard Lafay, ministres des Anciens combattants et Victimes de guerre (1955), puis chargé de la direction du cabinet de Pierre de Félice, d'abord sous-secrétaire d'État à la Reconstruction et au Logement (1956-1957), puis secrétaire d'État aux Affaires étrangères (1957).

En 1958, dans un rapport pour le Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics, Max Querrien analyse les relations entre l'État, les architectes et l'architecture. Directeur du cabinet de Bernard Chenot, d'abord ministre de la Santé publique et de la Population (1958-1961), puis garde des Sceaux, ministre de la Justice (1961-1962), il est élu maire de Paimpol en décembre 1961 et nommé directeur de l'Architecture au ministère d'État chargé des Affaires culturelles en mai 1963. C'est à lui que cette administration doit d'avoir pu s'orienter, pour les années à venir, vers une politique publique de la création architecturale contemporaine.

Réélu maire de Paimpol jusqu'en 1995, Max Querrien assume, entre autres responsabilités, une mission d'étude et de proposition pour une politique d'ensemble du patrimoine en 1981, la présidence du conseil d'administration de la Caisse natio-

nale des monuments historiques et des sites de 1981 à 1986, et la présidence de l'Institut français d'architecture de 1982 à 1988.

RAMOND (MAURICE) :

Inspecteur général des Affaires sociales, Maurice Ramond est né en 1931 dans l'Hérault. Titulaire d'une licence en droit, il est également diplômé d'études supérieures en sciences économiques et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. En 1961, il entre à l'École nationale d'administration (promotion « Saint-Just ») et devient adjoint au directeur général du Travail et de l'Emploi au ministère du Travail (1964-1966). Pendant un an, il va œuvrer à la direction de la Prévision du ministère des Finances.

De 1967 à 1970, il est nommé comme conseiller technique aux cabinets d'André Malraux puis d'Edmond Michelet, ministres d'État chargés des Affaires culturelles. Il a en charge notamment les secteurs relatifs à la formation des architectes. En 1971, rue Saint-Dominique, c'est lui qui assume directement les responsabilités administratives de la réforme de l'enseignement de l'architecture.

Au cabinet de Marie-Madeleine Dienesch, secrétaire d'État à l'Action sociale et à la Réadaptation, Maurice Ramond devient ensuite conseiller technique (1971-1974) avant d'être nommé successivement directeur du Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrants (1974-1977), conseiller social à la représentation permanente de la France à Bruxelles (1977-1983), et enfin directeur régional des Affaires sanitaires et sociales de l'Île-de-France. Inspecteur général de la Sécurité sociale depuis 1986, il est par ailleurs président du conseil d'administration de l'Institut régional d'administration de Metz.

RICHARD (PIERRE) :

Ingénieur général des Ponts et Chaussées, Pierre Richard est né en 1941 à Dijon. Après des études universitaires dans sa ville natale, il entre à l'École polytechnique et devient ingénieur des Ponts et Chaussées. Un séjour aux États-Unis (1966-1967) lui permet de fréquenter les universités de Pennsylvanie et de Columbia. De retour en France, il enseigne à l'Institut d'urbanisme de Paris (1967-1968) et devient directeur général adjoint de l'Établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise (1967-1972).

Lorsque Christian Bonnet est nommé secrétaire d'État auprès du ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Équipement et du Logement, Pierre Richard est nommé conseiller technique dans son cabinet (1972-1974). Au lendemain de l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, il est nommé conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République (1974-1978). Son action dans les domaines de l'urbanisme, de l'environnement et de l'aménagement du territoire lui permet de prendre une part active à la création du ministère de l'Environnement et du Cadre de vie.

En avril 1978, il quitte l'Élysée pour prendre la tête de la direction générale des Collectivités locales au ministère de l'Intérieur. Dans les premiers mois du gouvernement Mauroy, il participe donc activement à la mise en œuvre des premières lois de décentralisation. Pierre Richard rejoint Robert Lion à la Caisse des dépôts et consignations comme directeur général adjoint (1982-1985). Sa carrière s'oriente ensuite vers le secteur bancaire des collectivités locales : il est nommé successivement président du directoire, vice-président et enfin président du Crédit local de France. Depuis le mariage entre le Crédit local de France et le Crédit communal de Belgique, en 1996, il est co-responsable du groupe Dexia.

RIGAUD (JACQUES) :

Conseiller d'État honoraire, Jacques Rigaud est né en 1932 à Paris. Licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, il intègre les rangs de l'École nationale d'administration (promotion « Félix Eboué ») en janvier 1952. Auditeur au Conseil d'État (1954-1960), il entre comme chargé de mission au cabinet de Pierre Sudreau, ministre de la Construction (1958-1960). Maître des requêtes (1960-1979), il œuvre au Conseil d'État jusqu'en juin 1969, date à laquelle il est nommé directeur du cabinet de Jacques Duhamel, d'abord ministre de l'Agriculture (1969-1971), puis ministre des Affaires culturelles (1971-1973). Rue de Valois, il dirige ensuite le cabinet de Maurice Druon tout en œuvrant au comité directeur du Centre Démocratie et Progrès (CDP).

Sous-directeur général de l'UNESCO de novembre 1975 à novembre 1978, Jacques Rigaud devient chargé de mission auprès de Jean François-Poncet, ministre des Affaires étrangères. Conseiller d'État (1979-1986), il assure la présidence de la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon et la présidence de l'Association des centres culturels de rencontre.

À partir de 1980, il est président-directeur général de la SA Ediradio-RTL et président de l'Association pour le développement du mécénat industriel et commercial (ADMICAL). De 1981 à 1987, il est à la fois président de l'Association pour le livre et la lecture et président de l'Établissement public du musée d'Orsay. On lui doit la publication de plusieurs ouvrages essentiels sur l'histoire des politiques culturelles de la France, parmi lesquels on peut citer *La culture pour vivre* (1975), *Libre culture* (1990) ou encore *L'Exception culturelle* (1995).

ROBIN (CLAUDE) :

Né en 1930 à Paris, Claude Robin est actuellement inspecteur général honoraire de l'administration du ministère de l'Intérieur. Après avoir obtenu une licence en droit, il entre à l'École nationale d'administration (promotion « Dix-Huit Juin ») en 1956. Administrateur civil au ministère de l'Intérieur (1958-1960), il entre comme chargé de mission au cabinet du ministre de l'Information Louis Terrenoire. Lorsque ce dernier est nommé ministre délégué auprès du Premier ministre, Claude Robin devient l'un de ses conseillers techniques.

En mai 1967, il est appelé au cabinet d'André Malraux, ministre d'État chargé des Affaires culturelles. Pendant près de cinq ans, il est conseiller technique chargé notamment des questions d'architecture. À partir de mars 1967, d'abord aux côtés de Max Querrien, puis aux côtés de Michel Denieul, il assume les fonctions de directeur adjoint à la direction de l'Architecture.

Il retrouve son administration d'origine, l'inspection générale de l'administration du ministère de l'Intérieur, en novembre 1971. Lorsqu'Alain Peyrefitte est nommé pour deux mois ministre de la Culture et de l'Environnement, Michel Denieul, son directeur de cabinet, fait appel à Claude Robin pour devenir conseiller technique rue de Valois. Au ministère de l'Intérieur où il devient ensuite inspecteur général, il assume la vice-présidence de l'Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère (1978 et 1988) et la présidence de l'Association des membres de l'inspection générale de l'administration (1987). En décembre 1994, il est nommé président de la commission de l'Informatique et de la Bureautique au ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique.

ROULLIER (JEAN-EUDES) :

Inspecteur général des Finances, Jean-Eudes Roullier est né à Paris en 1931. Licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, il entre à l'École nationale d'administration (promotion « Dix-Huit Juin ») en 1956. Inspecteur des Finances, il devient en novembre 1962 chargé de mission aux côtés de Paul Delouvrier, délégué général du District de la Région parisienne. C'est là que commence une longue carrière consacrée à la mise en œuvre des villes nouvelles. Cinq ans plus tard, il entre au cabinet du ministre de l'Équipement comme conseiller technique et voit s'y succéder François-Xavier Ortoli, Robert Galley puis Albin Chalandon.

Le 1^{er} février 1969, Jean-Eudes Roullier prend la responsabilité (1969-1970) d'une petite cellule interministérielle qui deviendra le Groupe central des villes nouvelles. Il en assumera pendant huit ans (1970-1978) le secrétariat général. À la création du ministère de l'Environnement et du Cadre de vie, Michel d'Ornano fait appel à lui pour devenir le directeur de l'Urbanisme et des Paysages.

Peu après l'arrivée de la gauche au pouvoir sont votées les premières lois de décentralisation. Jean-Eudes Roullier est ainsi chargé d'une mission sur la décentralisation de l'urbanisme et devient président du Fonds spécial des grands travaux. Délégué à la Recherche et à l'Innovation au ministère de l'Équipement et du Logement (1984-1992), il est notamment chargé par le Premier ministre Michel Rocard de mener une réflexion sur l'aménagement du site des usines Renault de Boulogne-Billancourt. Par la suite, les ministres de l'Équipement successifs lui confient une mission permanente sur les grandes opérations d'urbanisme. En mars 1993, il est nommé à la présidence du Groupe central des villes nouvelles.

ROUX (MICHEL) :

Président de la Section sociale du Conseil d'État, Michel Roux est né en 1935 à Montpellier. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, il devient élève de l'École nationale d'administration (promotion « Albert Camus ») en janvier 1960. Auditeur au Conseil d'État en 1963, il est maître de conférences à l'Institut d'études politiques en 1964. Maître des requêtes au Conseil d'État en 1968, il est nommé conseiller technique au cabinet de Jacques Chaban-Delmas, Premier ministre (1969-1972). Il y suivra notamment les questions relatives à la politique de l'architecture.

En 1975, Michel Roux est nommé directeur général de l'Institut national de l'audiovisuel (1975-1979). Après un bref passage (1980-1981) au cabinet de Jean-François Poncet, ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de Raymond Barre, il devient commissaire du Gouvernement en 1981 puis conseiller d'État en 1985. Son parcours se poursuit avec la présidence d'une sous-section à la section du Contentieux du Conseil d'État. Il devient membre de la Cour de justice de la République en 1994.

SUDREAU (PIERRE) :

Né en 1919 à Paris, Pierre Sudreau est membre du corps préfectoral. Élève des facultés de droit et de lettres, puis de l'École libre des sciences politiques de Paris, il met sa carrière entre parenthèses pour animer, pendant la Seconde Guerre mondiale, un des réseaux de la Résistance. Après avoir été déporté à Buchenwald, il intègre le corps préfectoral et devient, au lendemain de la Libération, sous-préfet hors classe. D'abord directeur de cabinet du secrétaire d'État à la présidence du Conseil, puis directeur général adjoint du Service de la documentation et du contre-espionnage (1946), il prend enfin la tête de la direction de l'Administration et des Affaires générales de la Sûreté nationale (1947).

De 1951 à 1955, Pierre Sudreau est nommé préfet du Loir-et-Cher. Il entre ensuite pour quelques mois au cabinet d'Edgar Faure, président du Conseil (1955), puis devient commissaire à la Construction et à l'Urbanisme pour la région Parisienne (1955-1958). À l'aube de la V^e république, le général de Gaulle lui confie le ministère de la Construction (1958-1962) puis le ministère de l'Éducation nationale (1962). Sa démission en octobre 1962 met un terme à sa carrière ministérielle.

De 1967 à 1981, Pierre Sudreau est élu et réélu député du Loir-et-Cher. De 1971 à 1989, il est également élu et réélu maire de Blois. De 1976 à 1979, il assume enfin la présidence du conseil de la région Centre. En 1974, Valéry Giscard d'Estaing lui demande de présider le comité chargé de préparer la réforme de l'entreprise. Parmi les écrits qu'il a publiés, on lui doit notamment *L'Enchaînement* (1967), *La stratégie de l'absurde* (1981), *De l'inertie politique* (1985) ou *Au-delà de toutes frontières* (1991).

TRICOT (BERNARD) :

Membre du Conseil d'État, Bernard Tricot est né en 1920 à Aurillac. Docteur en droit et diplômé de l'École libre des sciences politiques, il entre au Conseil d'État en 1945. Trois ans plus tard, c'est aux côtés du président du Conseil André Marie qu'il est nommé comme chef adjoint du cabinet (1948). À la direction des Dommages de guerre, au ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, il est ensuite affecté comme chargé de mission. Devenu maître des requêtes au Conseil d'État, il est mis à la disposition du ministère des Affaires marocaines et tunisiennes (1954) comme directeur de cabinet du haut-commissaire de France en Tunisie. De 1958 à 1959, il dirige le cabinet de René Brouillet, secrétaire général pour les Affaires algériennes.

Le général de Gaulle l'appelle à ses côtés comme conseiller technique, notamment pour assurer le règlement des affaires algériennes (1959-1962). En mars 1962, il est donc nommé délégué du haut-commissaire de la République en Algérie. Au ministère des Armées placé sous l'autorité de Pierre Messmer, Bernard Tricot est nommé secrétaire général de l'Administration (1962-1967). Puis le chef de l'État fait à nouveau appel à ses compétences pour assumer le secrétariat général de la présidence de la République (1967-1969).

De retour au Conseil d'État, il intègre la section du Contentieux (1970) et devient président de la commission du Rapport et des Études (1978). En 1977, Françoise Giroud, secrétaire d'État à la Culture, lui confie la présidence de la Mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques, organe nouvellement créé et rattaché à la direction de l'Architecture (1977-1980). La carrière de Bernard Tricot se poursuit dans les années quatre-vingt avec notamment la présidence de la commission des Opérations de bourse (1980-1984) et la présidence du Comité des prix de revient des fabrications d'armement au ministère de la Défense.